

Le danger du Processus d'Istanbul

Discours d'Alexandre del Valle le 9 juillet 2012 à la Conférence de Bruxelles organisée par l'Alliance internationales des libertés civiles/ICLA, International Civil Liberties Alliance

Je tiens à remercier le Parlement européen et l'ICLA de nous accueillir ici.

Et avant de faire mon propre discours, je tiens également à vous transmettre les excuses de Bat Ye'or qui ne peut pas être ici avec vous aujourd'hui parce que son mari, David Littman, est décédé récemment en Suisse à la suite d'une longue maladie. Je peux témoigner combien depuis vingt ans, David a été courageux et constant dans la défense des démocraties et dans la lutte pour la liberté d'expression au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève, contre les dictatures rouges-brunes-vertes. David nous a donné une leçon de courage et de dignité.

En effet, juste avant de mourir, et bien qu'il souffrait depuis deux ans d'un cancer massif, il a récemment publié son dernier livre consacré aux « Persécutions des Juifs sous l'Islam et dhimmitude ». Bat Ye'or elle-même, en dépit de la douleur causée par la maladie de son mari, a elle aussi récemment publié son dernier livre : La mondialisation, l'Europe et le califat à venir, publié aux Etats-Unis en 2011.

PLAN DE LA CONFÉRENCE

Le but de mon exposé est d'expliquer le rôle qu'a joué l'Organisation de la Coopération Islamique, l'OICI et ses quelques tentatives pour essayer d'interdire à travers le monde la liberté d'expression sur l'Islam.

1° Tout d'abord, je vais vous expliquer ce qu'est l'OICI et quels sont ses objectifs

2° Ensuite je développerai le concept fatal islamique de liberté de « diffamation des religions » soutenu par l'OICI et en partie par l'ONU

3° Je terminerai par le « Processus d'Istanbul » et la réaction occidentale contre le programme anti-liberté et théocratique de l'OICI.

Qu'est-ce que l'OICI et quels sont ses objectifs?

L'OICI est l'une des plus importantes organisations intergouvernementales du monde.

Elle regroupe 57 pays musulmans et vise à défendre les intérêts des musulmans et à développer une politique d'islamisation du monde entier.

Ses principaux dirigeants sont l'Arabie saoudite, le Pakistan, le Koweït, la Turquie, l'Égypte.

Les objectifs principaux de l'OICI sont :

- D'abord de ré-islamiser les pays musulmans et de soumettre les régimes musulmans et les populations à la charia. Dans ce cadre de la stratégie globale et théocratique de l'OCI, je pense que le "printemps arabe" a été un énorme succès pour les dictatures islamistes et pour l'OCI parce que de nombreux régimes laïques ont été destitués et la charia a progressé. C'est pourquoi je dis toujours que les premières victimes de l'islamisme radical sont les musulmans, les citoyens normaux musulmans, les musulmans combattants de la liberté, les femmes musulmanes, les musulmans laïcs et les minorités musulmanes souvent oubliées par l'Occident.
- Deuxièmement, d'islamiser l'Occident, en utilisant les immigrés musulmans et en empêchant leur intégration aux règles des non croyants occidentaux. (Ce que j'appelle volontiers "l'apartheid islamique". C'est pourquoi, l'alliance occidentale aux régimes théocratiques sunnites tels que les dirigeants de l'OCI, est pour moi une alliance suicidaire.

Bien que divisées, les 4 principales tendances du programme d'islamisation mondiale de l'OCI que je décris dans mes livres ("*Le totalitarisme islamique*" - 2002 - et "*Pourquoi les chrétiens sont assassinés dans le monde d'aujourd'hui, la nouvelle christianophobie*" - 2011) ont en commun les objectifs impérialistes de l'OCI de soumettre le monde étape par étape.

Ces 4 partisans principaux de la charia et des groupes théocratiques qui combattent les démocraties laïques et les sociétés ouvertes dans le monde sont :

- le wahhabisme saoudien et le salafisme (à la tête de toutes les principales organisations islamiques sunnites, des ONG et des banques) ;
- les Frères Musulmans (nés en Egypte, mais puissants dans tous les pays arabes) ;
- le mouvement turc Milli Görüs (une sorte de Frères musulmans turco-néo-ottoman) et son AKP du gouvernement Erdogan à Ankara ;
- les sunnites Indo-pakistanaï (qui par exemple soutiennent les Talibans, de nombreux groupes radicaux et terroristes partout dans le monde et de nombreuses associations intolérantes et radicales en Europe).

La Déclaration islamique des droits de l'homme

- La première victoire de l'OCI a été la proclamation en 1981 de la « Déclaration islamique universelle des droits de l'homme » visant à faire prévaloir la charia sur les lois laïques et sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

- En 1990 au Caire, l'OCI a adopté une nouvelle Déclaration « islamique universelle des droits de l'homme en Islam ».

Son Préambule insiste plus nettement sur la supériorité de la loi islamique sur les droits civils et sur la liberté d'expression.

Bien que ces deux Déclarations islamiques des droits de l'homme n'aient pas eu d'effet contraignant, cela constitue pour l'OCI une véritable victoire parce que l'ONU a légitimé ces Déclarations fondées sur la charia.

Le concept de «diffamation des religions» et l'islamophobie

La deuxième étape du plan de l'OCI a été mise en œuvre avec succès à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies depuis 1999, date à laquelle l'OCI a commencé à promouvoir le concept de « diffamation des religions ».

Ce concept est une grave menace pour nos valeurs démocratiques car il vise, en tant que moyen d'« empêcher l'intolérance » et la haine religieuse, à restreindre la liberté d'expression.

Il compare étrangement le droit de critiquer l'islam - une religion - à un crime raciste et à la haine ethnique ou à l'insulte. Tout le monde sait et comprend que la religion n'est pas une race, mais la force et l'efficacité de cette confusion fabriquée à dessein par les activistes islamistes et leurs alliés gauchistes, est basée sur le fait que toute forme de critique contre l'islam est punie et ciblée en tant que « racisme », même en Europe.

Le rôle du Pakistan

A l'intérieur du Conseil de Droits de l'Homme des Nations Unies et de l'OCI, le Pakistan a été le promoteur le plus actif des résolutions destructrices de liberté et du concept étrange et dangereux de « l'islamophobie ».

En 1999, le Pakistan a présenté au CDH une résolution sur la « diffamation de l'islam » qui a ensuite été adaptée pour inclure toutes les religions (la « diffamation des religions »). Mais les textes adoptés par le CDH ne dénoncent clairement que « l'islamophobie », concept créé par l'ayatollah Khomeiny en 1990 pour justifier une condamnation à mort contre Salman Rushdie et après cela pour accuser et martyriser les soi-disant « occidentaux islamophobes ».

UNE ACCUSATION EN MIROIR

Un énorme paradoxe. Nous pouvons remarquer que les principaux partisans de la « diffamation de la religion » sont les États les plus intolérants et christianophobes du monde, comme l'Arabie saoudite ou le Pakistan !

Ces régimes totalitaires fanatiques qui tuent les « apostats » et persécutent les Chrétiens et les non-musulmans sont mal placés pour donner des leçons de morale aux démocraties !

Par exemple, rappelons que le Code pénal du Pakistan condamne à mort le blasphème, les blasphémateurs, les « apostats » et les minorités non musulmanes qui « insultent l'islam » ou sont prosélytes.

Le Pakistan est l'un des États les plus intolérants de la planète à l'égard des minorités chrétiennes. En effet, rappelons que récemment l'ancien ministre pakistanais chrétien, Shahbaz Bhatti a été tué en mars 2011 simplement parce qu'il a défendu Asia Bibi, une chrétienne condamnée à mort pour « blasphème » juste parce qu'elle a osé boire « de l'eau musulmane » alors qu'elle travaillait dans le champ avec des collègues musulmans qui l'ont dénoncée... Rappelons que seulement quelques semaines auparavant, un homme politique musulman modéré et tolérant, l'ancien Gouverneur du Penjab, a également été tué juste parce qu'il a affirmé l'innocence d'Asia Bibi et qu'il a demandé sa libération...

On peut voir le même « deux poids, deux mesures » au Conseil des droits de l'homme, (créé en juin 2006), qui condamne toujours l'« islamophobie » de l'occident, mais qui reste toujours silencieux sur les massacres commis de nos jours par des groupes ou des régimes radicaux islamistes contre les « païens », les « apostats », les musulmans libéraux, les Chrétiens ou les Hindous bouddhistes-au Pakistan, au Bangladesh, au Tchad, au Soudan, au Nigeria, au Pakistan ou en Egypte.

En effet, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU contrôlé par les pays islamiques et leurs alliés « anti-occidentaux rouges » au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique latine et en Afrique (le groupe des non-alignés et ce que j'ai appelé l'alliance « rouges-bruns-verts des États voyous »), n'a jamais osé criminaliser la christianophobie...

Revenons au plan décennal liberticide de l'OCI

Pourtant en 2001, l'ancienne Commission des droits de l'homme avait adopté une résolution contre la « diffamation des religions » et « l'islamophobie ».

L'un des objectifs était d'adopter une résolution internationale contre l'islamophobie qui imposerait des sanctions dissuasives à ceux qui osent critiquer l'islam ou qui dénoncent la violence légale de la charia.

- En décembre 2005 une très importante « Résolution contre la diffamation des religions » a été prise par le Pakistan avant d'être présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies.

- En mars 2007, une résolution non contraignante qui désignait l'islam comme la seule religion concernée a été acceptée à une majorité de 108 voix.

Le texte dénonçait le fait qu'après le 11 Septembre, l'islam était trop souvent associé au terrorisme, à la violence et aux violations des droits de l'homme.

Nous devons souligner cette stratégie perverse : au lieu de faire une auto critique et de combattre les racines de la charia de l'islamo-terrorisme, l'OCI a utilisé la tragédie du 11 Septembre comme nouveau prétexte pour culpabiliser l'Occident en l'accusant de « crucifier les musulmans » et en introduisant un « choc des civilisations ».

C'est aussi pourquoi les Nations Unies ont créé l'« Alliance des civilisations » pour lutter contre ce que Samuel Huntington a appelé le « choc des civilisations ».

En fait, ce que l'on appelle « Alliance des civilisations » concentre de nombreux groupes anti-démocratiques et des régimes islamiques comme l'Iran ou la Turquie, et les démocraties occidentales qui partagent une « politique d'apaisement » commune et une dhimmitude délibérée envers le monde islamique hostile et anti-occidental. Étrangement, l'occident se sent coupable de ce « choc des civilisations » attribué aux « néo-conservateurs américains » et aux défenseurs de l'Occident, mais les principaux responsables sont les états anti-démocratiques « rouges-bruns-verts » qui veulent détruire les droits de l'homme universels et les sociétés ouvertes en accusant l'Occident de tout et en diffusant une idéologie de haine contre la civilisation européenne et américaine elle-même.

En mars 2008, dans ce cadre de « post guerre froide » et anti-occidentale, une nouvelle étape, beaucoup plus grave, a été franchie lorsque la plus haute instance de l'ONU a adopté cette Résolution de l'OCI.

L'Assemblée générale a déclaré être profondément « blessée par la diffamation de la religion et de l'islam dans le monde entier et en particulier dans les démocraties occidentales » (en prétextant que les guerres d'Irak et d'Afghanistan étaient « islamophobes » et des « génocides » de musulmans), mais elle n'a pas dit un mot en soutien des Chrétiens massacrés dans le sud Soudan à la même époque.

Au nom de la conception subversive de la tolérance, l'OCI a demandé que les démocraties occidentales introduisent dans leur droit civil une pénalisation de « l'islamophobie ».

Comme l'a dit devant nous le grand penseur occidental Sir Karl Popper, la Tolérance a été utilisée par des Intolérants pour détruire les sociétés Tolérantes au nom de la Tolérance...

- En 2009, 23 pays ont voté en faveur de la Résolution.

- En 2010, une autre Résolution similaire a été adoptée par le Conseil des droits de l'homme (condamnant l'initiative populaire suisse interdisant les minarets).

- En juin 2010, prenant la parole au nom de l'OCI, le Pakistan a demandé au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU de prendre des mesures énergiques contre « l'islamophobie » en Occident.

2011 : Première victoire du camp de la liberté

Curieusement, en juin 2011, après de nombreuses années de résistance contre la conception de l'OCI de « diffamation des religions » et grâce à des gens comme David Littman et Roy Brown, un Comité du Conseil des droits de l'homme a décidé d'abandonner le concept de « diffamation des religions ».

Ce comité de l'ONU était composé de 18 experts indépendants « de haut niveau » qui ont conclu que les lois anti-blasphème telles que celles mises en œuvre en Égypte, en Arabie Saoudite ou au Pakistan, sont en violation des Droits de l'homme.

La Résolution 16/18 de décembre 2011

Mais les concepts de « diffamation des religions » et d'« islamophobie » ont été reformulés par l'OCI et en d'autres termes, dans une nouvelle Résolution (appelée "16/18") présentée au Conseil des Droits de l'homme et adoptée par consensus le 19 décembre 2011.

Cette Résolution 16/18 visait le même objectif liberticide, mais indirectement, en « *luttant contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et à la violence contre des personnes en raison de leur religion ou de leur croyance* ».

Elle n'emploie plus le terme « diffamation des religions », mais une autre expression plus astucieuse : « les bases de leur religion ou de leur croyance », ce qui veut dire en fait exactement la même chose. Cette nouvelle formulation insiste sur la protection des personnes et non plus sur la religion elle-même, ainsi qu'elle avait été rejetée.

Le « Processus d'Istanbul » contre la liberté de pensée et d'expression

Après cela, une nouvelle stratégie pour mettre en œuvre la "Résolution 16/18" a été conçue par le Secrétaire général turc de l'OCI, Ihsanoglu, qui décida de tenir une réunion internationale à Istanbul en juillet 2011.

Cette nouvelle « *Conférence d'Istanbul* » de l'OCI visait à interdire toute critique des religions et de l'islam sous le prétexte de combattre « *l'intolérance contre les religions* ».

Permettez-moi maintenant de vous citer le texte lui-même de l'OCI concernant cette nouvelle stratégie :

La séance de "brainstorming" d'Istanbul a permis de produire de nouvelles idées en faisant avancer de façon nouvelle la légalité de la notion de « diffamation des religions » sur le plan de l'actuel cadre des Droits de l'homme.

Le texte de l'OCI dit : *"nous devons créer l'environnement nécessaire favorable à l'« interdiction de la diffamation des religions et l'incitation à la haine, à la violence et à la discrimination pour des motifs religieux » :*

- *« L'OCI s'est montré cohérent en soulignant l'importance des limites au droit à la liberté d'opinion et d'expression, dans un cadre structuré multilatéral et à la lumière des événements comme le brûlage du Coran, selon le « test des conséquences ».*

Qu'est-ce que le « Test des conséquences ? »

C'est un concept très dangereux, car il ne rend pas coupable de violence islamique les fanatiques musulmans qui tuent les intellectuels anti-islam, mais les caricaturistes ou les islamophobes eux-mêmes, comme les caricaturistes danois ou Theo Van Gogh ; tous ceux qui « provoquent » la réaction violente des musulmans en « blessant leurs croyances ».

« Nous appelons à une prise de conscience mondiale sur les implications (conséquences) dangereuses de la montée de l'islamophobie sur la paix et la sécurité mondiales. Nous insistons sur la nécessité de développer à l'ONU, y compris au Conseil des Droits de l'homme, un instrument institutionnel juridiquement contraignant afin de promouvoir le respect de toutes les religions et les valeurs culturelles et de prévenir l'intolérance, la discrimination et l'incitation à la haine contre un groupe ou les adeptes d'une religion ».

Après la première réunion d'Istanbul du 12 au 14 décembre 2011, l'OCI a rencontré à Washington l'administration Obama afin de convaincre le président américain Barak Obama à adhérer à ce « Processus d'Istanbul » et à mettre en œuvre la Résolution 16/18 adoptée le 24 mars 2011 à Genève.

Avec l'approbation verbale officielle d'Hillary Clinton, l'OCI a marqué un coup diplomatique important.

Maintenant, à la suite de l'administration Obama, l'Union européenne envisage désormais d'accueillir la prochaine réunion du Processus d'Istanbul, programmée pour juillet 2012.

Qu'en est-il de l'Union européenne ? Que pouvons-nous faire ?

Tout d'abord, l'Europe DOIT DIRE NON à une quelconque limitation ou pénalisation du droit de critiquer une religion !

Même en tant que croyant, jamais je ne soutiendrai une loi qui limite le droit de quiconque de critiquer ma religion, parce que chacun doit pouvoir exprimer sa propre réflexion sur une idéologie ou une religion.

Nous **pouvons** et nous **devons** bloquer ce processus, car il a été bloqué une fois en 2010-2011.

Cela doit être arrêté par les démocrates, par les combattants de la liberté, par les dirigeants laïques, par les défenseurs des droits de l'homme, à l'ONU, l'UE, etc.

Je pense que les membres du Parlement européen peuvent jouer un rôle très efficace en rejetant cette nouvelle étape du plan de l'OCI tuant la liberté.

Crucifier ceux qui crucifient ! L'émergence d'une nouvelle rhétorique.

Deuxièmement, nous devons utiliser les mêmes armes efficaces que celles des islamistes radicaux, celles des stratèges de l'OCI et de leurs alliés politiquement correctes « gauchistes » ou "goodists"/bien-pensants.

Comment ? En s'impliquant davantage dans la « sémantique » ou le « combat verbal ». Parce que depuis le début de l'humanité et depuis que les hommes parlent, celui qui contrôle les mots contrôle les esprits par des mots-clés. En raison des liens étroits entre le cerveau et les mots, cette « guerre sémantique » conduit à une « guerre psychologique ». C'est pour cela que les gauchistes et les islamistes sont très efficaces lorsqu'ils utilisent ce que j'appelle « les armes neuro-sémantiques » qui visent à culpabiliser leurs ennemis en les crucifiant, en les ciblant et en se présentant comme des « victimes », « bonnes » ou « des résistants anti -fascistes »... Nous savons tous combien c'est de l'imposture et c'est mensonger, mais leur guerre sémantique est efficace depuis les années 1960... et paralyse le vieil Occident et l'Europe qui se sent coupable de son passé et de son présent.

Dans ce contexte, nous pouvons aussi, principalement par la contre-accusation (ne jamais justifier, toujours accuser), contrecarrer cette offensive islamo-gauchiste de pénaliser « l'islamophobie » et de crucifier « l'intolérant » ou « le fasciste-raciste » occidental.

1° Tout d'abord, bien que beaucoup d'entre nous soient laïques, non-chrétiens, non-musulmans, juifs ou athées, nous devons agir avec les mêmes armes que l'OCI en accusant les pays islamiques de persécuter, de tuer, de mettre en prison, ou de massacrer les chrétiens, les non-musulmans, les musulmans libéraux-apostats, et montrer à l'ONU, à l'UE et à tous les organismes internationaux, que les pays musulmans et l'OCI, tout simplement reprochent l'islamophobie occidentale et sanctionnent les critiques de l'islam afin de cacher le fait qu'ils persécutent leurs minorités. Cette accusation miroir reposant sur le camouflage de leur christianophobie en accusant l'Occident d'être « islamophobe » a pour but d'éviter toute réaction des non-musulmans à l'encontre du but islamique de l'OCI de conquérir et d'islamiser l'humanité.

Revenir sur leur stratégie de *Reductio ad Hitlerum*...

2° Deuxièmement, nous devons utiliser ou « retourner » à nos adversaires ce que l'important philosophe germano-américain juif, Leo Strauss appelait en 1953, le "*Reductio ad Hitlerum*". Le

“*Reductio ad Hitlerum*” consiste à reprocher, à diaboliser et à démolir l'autre en l'accusant d'être « fasciste, nazi », raciste, ou agissant comme des nazis, etc.

Contre cette accusation islamo-gauchiste permanente, nous devrions plus souvent rappeler l'importante alliance entre le mouvement palestinien, les Frères musulmans, les régimes arabo-musulmans et les nazis, les néo-nazis et les « négationnistes » depuis les années 1930 jusqu'à maintenant. Nous devrions rappeler que les Frères musulmans, l'ancien président égyptien Abdel Nasser et de nombreux partis politiques islamistes comme le Hamas, ont admiré ou admirent encore le Grand Mufti de Jérusalem, le chef arabo-islamiste le plus important qui était un ami personnel et un allié d'Hitler.

Nous devons répondre que l'Arabie saoudite, l'Iran, le Liban, la Syrie, l'Irak, le Pakistan, le Hezbollah, le Hamas et même la Turquie « pro-occidentale » sont, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les principaux promoteurs du négationnisme, du nazisme, des publications antisémites, des doctrines et des idées de haine.

Nous devons montrer que lorsque les islamistes et leurs alliés gauchistes pro-Hamas et pro-Hezbollah se présentent comme « les nouveaux juifs » persécutés par le « nouvel Etat nazi israélien » et par leurs « alliés impérialistes américains », ils ne font qu'insulter l'Holocauste juif, la mémoire juive et l'histoire juive.

La conclusion et la réalité c'est que l'islamisme radical est le nouveau nazisme, le Troisième Totalitarisme, le Nouveau Fascisme mondial, le système de haine le plus efficace, le totalitarisme antisémite le plus terrible, l'idéologie la plus raciste et la plus impérialiste. Et les premières victimes de cette idéologie de Destruction massive sont tout d'abord les musulmans qui vivent sous la menace et la terreur, deuxièmement les chrétiens et les minorités non-musulmanes.

Au contraire, les combattants de la liberté anti-djihad, les partisans d'Asia Bibi, les combattants anti-charia qui veulent libérer les musulmans et les non-musulmans vivant sous des régimes totalitaires sont les vrais nouveaux Résistants. Ils ne sont pas antimusulmans, mais ils sont pour des sociétés ouvertes, pour la tolérance et ils se battent contre tout type de nouveau fascisme et de dictature, même si ce nouveau fascisme se cache derrière une religion.

Nous devons être sûrs de nous-mêmes. Maintenant les sociétés ouvertes doivent cesser de se justifier. Au contraire, nous devons réagir et faire qu'ils se sentent coupables. Nous devons demander à leurs gouvernements qu'ils s'excusent pour les génocides et les crimes qu'ils accomplissent contre tant de Chrétiens, de “païens”, d'athées, “d'apostats”, de “blasphémateurs” en Arabie Saoudite, en Turquie, en Irak, en Égypte, au Pakistan, au Soudan ou au Nigeria.